



Service Promotion de la Santé

Rapport d'activité 2016

Table des matières

Fonctionnement du service	6
Equipe	6
Financements du service	6
Actions auprès des publics.....	8
PERSONNES AGEES	8
<i>Conférences pour les retraités.....</i>	8
JEUNES.....	9
<i>Projet «Jeux du Val de Marne 2016» - Sport et Santé.....</i>	9
<i>Projet « Hygiène de vie chez les enfants » - Portes du Midi et Espace Les Monis.....</i>	11
Personnes en situation de précarité.....	13
<i>Accueil plus.....</i>	13
<i>Foyer Concorde.....</i>	13
Actions thématiques	14
Fête commune : Handicap, on dit cap ! - fête de quartier Centre-Ville - Journée de la paix	14
Prévention des IST/VIH	14
<i>Distributeurs de préservatifs.....</i>	14
<i>Prévention du risque infectieux pour les usagers de drogue par voie intraveineuse.....</i>	15
Vente de Stéribox en pharmacie	15
Totems	15
<i>Journée mondiale de lutte contre le VIH - 1er décembre 2016.....</i>	16
ALIMENTATION.....	19
<i>« Projet Nutrition Coupe d'Europe juin 2016» avec le service municipal de la jeunesse (SMJ)</i>	19
<i>Bibliothèque Nelson Mandela « Projet Nutrition - Révisions du baccalauréat 2016 ».....</i>	19
Récapitulatif des thèmes et publics abordés par le Service Promotion de la Santé en 2016	21
Actions support.....	22
Mardis de Vitry.....	22
<i>Accès aux soins des personnes âgées.....</i>	22
<i>Accès aux soins des jeunes.....</i>	22
<i>Accès aux soins des personnes vulnérables.....</i>	22
Centre de documentation.....	23
<i>Nature des structures visitant le centre.....</i>	24

Atelier Santé Ville (ASV)	25
Page Internet sur le site de la ville.....	26
Autres activités.....	28
Diagnostic local de santé	28
<i>Entretiens auprès des professionnels</i>	28
<i>Enquête auprès des populations en très grande précarité</i>	28
<i>Restitutions en conseils de quartier</i>	29
Soins psychiatriques sous contrainte.....	29
Recommandations vaccinales	29
Poux.....	30
Divers	30
Conclusion et perspectives	31

Abréviations

ADOC 94 : Association de Dépistage Organisé des Cancers du Val de Marne
ALJT : association logement jeunes travailleurs
AME : aide médicale d'Etat
ARS : Agence Régionale de Santé
ASL : Ateliers Sociolinguistiques
ASV : Atelier Santé Ville
CeGIDD : Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), les hépatites virales et les infections sexuellement transmissibles (IST)
CESC : Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté
CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CHU : Centre d'Hébergement d'Urgence
CILDT : Centre Intercommunal de Lutte contre les Drogues et les Toxicomanies
CLAT : Comité de Lutte Anti-Tuberculeuse
CMPP : Centre Médico Psycho Pédagogique
CMS : Centre Municipal de Santé
CMU : Couverture Maladie Universelle (remplacée par la PUMA)
CMUc : Couverture Maladie Universelle complémentaire
CPEF : Centre de Planification et d'Education Familiale
CRIPS : Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida
CSC : Centres Socio-Culturels
CUCS : Contrat Urbain de Cohésion Sociale
EDS : espace départemental des solidarités
ESAT : Etablissement et Services d'Aide par le Travail
FTM : Foyer de Travailleurs Migrants
INPES : Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé
INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
INVS : Institut National de Veille Sanitaire
IREPS : instance régionale d'éducation et de promotion de la santé
IST : Infections Sexuellement Transmissibles
IUT : Institut Universitaire et Technologique
MAIA : maison pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer
MILDT : Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Toxicomanies
MVA : Maison de la Vie Associative
PAEJ : Point Accueil Ecoute Jeunes
PIJ : Point Information Jeunesse
PMI : Protection Maternelle et Infantile
PNNS : Programme National Nutrition Santé
PUMA Protection Universelle Maladie
RIR Idf : Regroupement Implantation Redéploiement Ile De France
RSA : Revenu de Solidarité Active
SAMSAH/SAVS : Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés / Service d'accompagnement à la vie sociale
SDREU : soins à la demande d'un représentant de l'Etat en urgence
SSIAD : Service de Soins Infirmiers A Domicile
SMEB : Service Maintenance et Entretien des Bâtiments
SPS : Service Promotion de la Santé
VIH : Virus d'Immunodéficience Humaine

INTRODUCTION

L'année 2016 a vu l'évolution du paysage institutionnel se concrétiser avec la création de la métropole Grand Paris, inscrivant Vitry dans son plus grand territoire sans qu'il y'ait pour le moment d'impact sur les questions de prévention et de promotion de la santé.

Au-delà des multiples projets et interventions auprès des acteurs de terrain qui sont décrits dans le rapport, l'année 2016 a vu l'achèvement du diagnostic local de santé mobiliser l'ensemble de l'équipe jusqu'en juin, suivi par la préparation du contrat local de santé. Une nouvelle fois, grâce à cette démarche, l'ARS a revu son appui financier à la ville à la hausse avec plusieurs actions soutenues dans le cadre de l'appel à projets annuel.

Autre événement à souligner en 2016 : l'accueil dans les locaux du service promotion de la santé de la pédagogie du CODES 91 en fin d'année, suite à la dissolution de cette dernière association avec l'ensemble du réseau francilien d'éducation pour la santé dont seuls subsistent les CODES 93 et 95. Cette masse d'outils pédagogiques a été inventoriée et classée, permettant au centre de documentation d'être opérationnel au 1^{er} janvier avec près de 500 outils et 35 expositions, devenant ainsi le plus important centre de la région.

Les envois personnalisés d'incitation à la vaccination sont maintenant totalement opérationnels et les retours faits par les professionnels de la santé ou les quelques destinataires qui appellent sont très positifs.

Avec ces différentes réalisations, comme chaque année, la lecture de ce rapport donnera la mesure de la diversité d'approches que recèle la santé publique.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE

EQUIPE

L'équipe est composée :

- De deux responsables de service : une responsable administrative à temps plein et d'un médecin de santé publique à 60%
- Avec d'une part une équipe « promotion de la santé » composée :
 - Une infirmière de santé publique
 - Une chargée de projets en santé publique
- et d'autre part le PAEJ :
 - une coordinatrice psychologue à temps complet,
 - un psychologue à mi-temps
 - une éducatrice spécialisée à temps complet
 - un animateur NTIC à mi-temps (autre mi-temps effectué au Service Municipal de la Jeunesse)

FINANCEMENTS DU SERVICE

En 2016, la ville a bénéficié de subventions de l'Etat s'élevant à 81 200 € soit une augmentation de 20% par rapport à 2015. Les points majeurs sont l'arrêt total de l'appui au PAEJ depuis l'année 2014 et le financement du diagnostic local de santé par l'ARS dans le cadre de l'élaboration du contrat local de santé.

	2016	2015	2014	2013
DDCS (pour le financement du PAEJ)	0 €	0 €	0 €	10 144 €
ARS (Appel à projets)	36 200 €	40 000 €	17 500€	8 500 €
ARS (diagnostic local de santé)	20 000 €	-	-	-
DDCS (pour le financement de l'ASV)	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
TOTAL	81 200 €	65 000 €	42 500€	43 644 €

Les dépenses de fonctionnement du service concernent essentiellement le financement d'intervenants extérieurs participant aux différentes actions de prévention mises en place ainsi que la maintenance des stéribox et des distributeurs de préservatifs. Les financements de l'ARS ont également permis de financer l'étude sur l'accès au soins et à la prévention des personnes en très grande précarité réalisée par un prestataire extérieur ainsi que l'achat d'un nouveau totem distributeur de stéribox.

Budget de fonctionnement	
Crédits disponibles (BP 2016)	35 674 €
Dépenses réalisées	29 295 €
Soit	82.12 %

La présentation de ce rapport scinde les actions d'éducation pour la santé en deux groupes distincts, actions auprès des publics et actions thématiques, même si cette séparation peut sembler artificielle puisque les thématiques sont abordées dans le cadre d'une approche par public.

Cette distinction traduit deux volontés :

La première est la volonté du service de centrer les activités sur des publics dans une perspective globale, correspondant aux objectifs fondamentaux de la promotion de la santé.

La seconde est néanmoins de bien isoler les thématiques au sein desquelles des stratégies spécifiques peuvent se mettre en place (IST-VIH, saturnisme, nutrition, addictions, accidents domestiques...), mais aussi de répondre aux objectifs du futur contrat local de santé, ou bien à des opérations spécifiques menées ponctuellement (1^{er} décembre, fête du handicap).

Un tableau récapitulatif page 21 permet de croiser les deux approches.

Le PAEJ fait comme chaque année l'objet d'un rapport d'activité distinct.

ACTIONS AUPRES DES PUBLICS

PERSONNES AGEES

CONFERENCES POUR LES RETRAITES

Les conférences thématiques animées depuis plusieurs années par un gérontologue, ont été reconduites, en diversifiant les lieux pour articuler les foyers avec les habitants.

Il faut souligner que la fréquentation des conférences est très liée à leur localisation. Jusqu'en 2014, elles étaient systématiquement organisées en mairie avec un taux moyen d'audience (pour celles qui avaient été décomptées) entre 24 et 50. A partir de 2015, le taux chute à une quinzaine, ce qui se confirme avec 26 personnes présentes lors de la conférence à l'Hôtel de Ville contre une quinzaine, voire moins, dans les foyers.

	2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017	
	conf.	part.	conf.	part.	conf.	part.	conf.	part.	conf.	part.	conf.	part.	conf.	part.	conf.	part.
TOTAL	8	168	8	50	6	244	6	176	6	161	5	55	6	89		
Soit par séance	24		50		41		35		27		14		15			
(dont le nombre est connu)																

- 4 janvier, Foyer Justin Delbos, 64 rue Pasteur 4 personnes

Quel bon usage faire des médicaments ?

Combien en prendre, comment se repérer ? Oser poser des questions à son médecin et à son pharmacien. Que penser des génériques ?

- 7 mars, Foyer Lucien Français, 12 rue Grétilat 16 personnes

Comment soulager les petites fuites liées à l'âge ?

Quelle place pour la prévention ? Comment gérer le quotidien ?

- 2 mai, Foyer Henri Barbusse, 18 rue Henri de Vilmorin 19 personnes

Les modifications de l'acuité visuelle avec l'âge

Quelle prévention ? Où en est-on avec la fameuse DMLA ?

- 13 juin, Foyer Paul et Noémie Froment, 64 rue Louise Aglaé Cretté 15 personnes

Quels sont les troubles habituels de la prostate ?

Différence entre adénome et cancer. Le dépistage a-t-il un intérêt ?

- 5 septembre, Hôtel de Ville, salle Kijno 26 personnes

Comment prévenir et renforcer son capital musculaire avec l'âge ?

Activité physique quotidienne et/ou sport ?

- 7 novembre, Foyer club A Croizat, 84 voie Greuze 10 personnes

Le cancer du sein après 70 ans : comment le prendre en charge ?

Quelle prévention ? Pourquoi le dépistage systématique s'arrête-t-il après 75 ans ?

Depuis mars 2016, un questionnaire est distribué aux participants permettant de connaître leurs motivations et leur satisfaction. A la suite d'un premier essai en mars, il a été reformulé pour la séance de juin. Sur les 89 participants, 73 ont répondu au questionnaire (il manque celle de janvier, sans questionnaire) avec une variation faible entre les séances, sauf celle de septembre, à l'Hôtel de Ville qui a été mieux suivie avec 26 participants. 17% des participants n'ont pas rempli de questionnaire. Il faut souligner que jusqu'en 2014 les conférences avaient lieu en Mairie et attiraient de 29 à 50 personnes chacune sur une moyenne annuelle.

74% sont des femmes avec une forte variation liée au thème de la séance. Globalement la majorité (48%) a moins de 70 ans, mais on observe aussi une variation selon les séances.

L'origine de l'information varie très fortement selon les lieux de la conférence : dans les foyers logements il s'agit du Service de la vie sociale, de l'accueil et de l'information (jusqu'à 70%), et à l'Hôtel de Ville, des

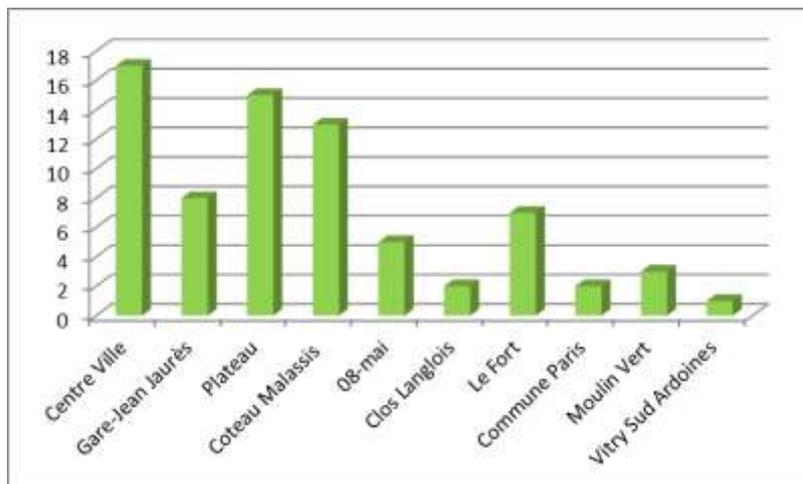
journaux de la ville (70%). En moyenne le Service de la vie sociale, de l'accueil et de l'information est cité par 42% des répondants et les journaux de la ville par 36%.

Parmi les raisons de venir figure en premier, quel que soit le thème, d'être soi-même concerné par le sujet. A noter que 22% des personnes disent assister à toutes les conférences.

68% viennent seuls, les autres en couple ou en groupe.

63% se sont déplacés à pied, 17% en transports en commun, 15% en voiture.

Les quartiers sont plus ou moins représentés avec quelques variations selon les lieux où se déroulaient les séances.



Le qualificatif majoritaire est « intéressant » avec 59% des réponses, suivi de « dynamique » (44%), puis de « accessible » (37%). Un seul participant a trouvé l'intervention (prostate) trop compliquée.

La quasi-totalité des participants (97%) a trouvé réponse à ses attentes, sauf deux personnes lors de la séance sur les muscles qui ont trouvé les contraintes alimentaires trop fortes.

La question ouverte donne peu de choses au-delà des nombreuses félicitations (11 en tout) :

Une suggestion de thème : les crampes des membres inférieurs

De forme : avoir des supports papiers

Une plainte sur les lieux, sur l'excessive place prise par les situations individuelles (acuité visuelle), ou de la théorie (fuites urinaires).

Globalement, l'opération est bien perçue par les seniors mais il apparaît clairement que le public change selon les lieux où se déroulent les conférences (source d'information, nombre de participants, ...)

JEUNES

PROJET « JEUX DU VAL DE MARNE 2016 » - SPORT ET SANTE

Objectif général :

Promouvoir le développement des compétences psychosociales chez des élèves de CM1-CM2 pendant les jeux du Val de Marne à Vitry sur Seine.

Objectifs spécifiques :

Cultiver la confiance en soi.

Donner la possibilité aux enfants de réfléchir à leur positionnement dans un groupe.

Objectif opérationnel :

Permettre aux enfants d'aborder de nombreux thèmes (les compétences, les prises de risques, les personnes de confiance, les prises de décisions...) grâce à un outil pédagogique.

Territoire d'intervention :

- Ecole Henri Wallon du 07 au 9 juin 2016.
- Complexe sportif Gosnat du 14 au 16 juin 2016.

Public Cible :

Élèves de CM1-CM2 participant aux jeux du val de Marne. Une classe de 26 élèves divisée en 2, soit 13 élèves pour un atelier.

Déroulement des séances :

Les classes ont été divisées en 2 : une heure pour chaque groupe. Le 1^{er} groupe à 9h30 et le second à 10h30. Le service promotion de la santé a utilisé l'outil pédagogique : « 7 à toi ». Il permet aux enfants de développer leurs ressources personnelles pour mieux déjouer leurs angoisses, conflits ou frustrations et y répondre positivement. C'est un outil ludique qui propose une réflexion collective avec des cartes, des pions, des affiches...

A partir d'une situation donnée (ex : la souris de son ordinateur ne fonctionne pas, Liza est en colère...), les enfants sont invités à réagir, développer les sentiments, positifs ou négatifs, qu'ils éprouveraient en pareil cas. Le jeu permet alors de repérer de façon ludique leurs besoins, d'identifier des situations de frustration et d'explorer les différents moyens de répondre à ces frustrations.

Bilan

Au total nous avons rencontré 148 élèves en 6 matinées soit 6 classes dont 4 de CM2 et 2 de CM1.

Une classe est divisée en 2, soit environ 13 élèves pour chaque atelier. Un groupe participe à l'activité roller pendant qu'un groupe participe à l'atelier sur les compétences psychosociales grâce au jeu pédagogique « 7 à toi ». Au bout d'une heure on inverse les groupes.

Le jeu pédagogique a permis aux enfants de prendre conscience et d'identifier des situations de frustration et de trouver les différents moyens de répondre à ces frustrations. :

« Quand on est en colère ça n'apporte rien il faut trouver des solutions aux problèmes avec l'aide d'un adulte, il faut en parler et pas le garder pour soi ».

Le groupe a pu échanger sur les raisons pour lesquelles ils devaient obéir aux parents et notamment l'importance que les parents aient confiance en eux. Un élève reste convaincu « qu'il vaut mieux ne pas toujours dire la vérité aux parents... ».

Ils ont également réfléchi sur leur positionnement dans un groupe :

« Quand on a fait des maquettes en classe certains ont eu des difficultés pour le faire alors on les a aidé, on ne les a pas abandonné ».

Ils ont beaucoup apprécié les défis, certains élèves timides ont osé chanter devant leur camarade pour pouvoir gagner les défis.

D'une manière générale, le second groupe était un peu plus difficile à cadrer après la séance sportive. En effet il fallait un peu plus de temps pour les canaliser et obtenir leur attention car ils étaient très excités.

Les enfants avaient un peu d'appréhension avant le début de la séance car ils ne savaient pas vraiment ce qu'ils allaient faire durant cet atelier, ils ont été agréablement surpris. Ils ont aimé pouvoir s'exprimer comme ils le souhaitent et trouver ensemble des solutions pour gérer les situations difficiles.

Ils ont facilement débattu sur les différentes situations proposées. Les thématiques abordées étaient sensiblement les mêmes dans toutes les classes à savoir le respect, l'autorité des adultes, le stress, la peur, la frustration... Nous avons également échangé sur le sommeil et les raisons pour lesquelles il est important de dormir suffisamment.

Les élèves ont apprécié parler du passage en 6eme et de l'angoisse que ce changement pouvait générer. Ils ont pris le temps d'échanger entre eux sur leur appréhension et les moyens de les surmonter.

Les groupes étaient très attentifs et ont bien participé dans l'ensemble sauf quelques enfants timides mais ils étaient peu nombreux environ, 1 par groupe.

Un professeur a participé au dernier atelier, il souhaiterait, si notre participation aux jeux du val de marne est renouvelée l'année prochaine que nous retenions la thématique du sommeil, car il a constaté que les enfants sont très fatigués en classe avec un manque de concentration dès le matin et parfois ils s'endorment.

Constat que nous avons également fait au cours de ces matinées car les enfants ont à plusieurs reprises abordé ce thème et notamment la fatigue liée au manque de sommeil.

PROJET « HYGIENE DE VIE CHEZ LES ENFANTS » - PORTES DU MIDI ET ESPACE LES MONIS**Objectif général :**

Promouvoir l'hygiène de vie chez des enfants de 6 à 11 ans pendant l'accompagnement de loisirs sans hébergement.

Objectifs spécifiques :

- Sensibiliser les enfants à une alimentation équilibrée.
- Attirer l'attention des enfants sur un sommeil de qualité.
- Connaître et appliquer des règles élémentaires d'hygiène pour rendre le lavage des mains efficace.

Public Cible :

Enfants bénéficiant de l'accompagnement de loisirs sans hébergement avec leurs parents.

Description de l'action : 6 séances de 2h.**Séance 1 : « les familles d'aliments »**

Objectifs de cette séance : Reconnaître et nommer les familles d'aliments. Savoir classer les aliments courants. Comprendre la classification hiérarchisée des aliments.

Utilisation de l'outil pédagogique **Nutrissimo Junior** (jeu de plateau éducatif). Tous les éléments du jeu (plateau, cartes question, jetons) reprennent le code couleur de la classification des aliments, facilitant ainsi la mémorisation des informations.

Séance 2 : « comprendre son alimentation »

Objectifs de cette séance : Comprendre et améliorer son alimentation.

Toujours à l'aide de l'outil **Nutrissimo Junior**, les enfants sont amenés à détailler les groupes d'aliments de manière variée (rébus, devinettes, vrai/faux...) Ils gagneront ainsi, au fur et à mesure, des jetons « groupes d'aliments » leur permettant de constituer un plateau repas individuel équilibré.

Evaluation des séances 1 et 2 :

L'évaluation se fait à l'aide de l'outil **Nutrissimo**, il est demandé aux enfants de constituer des plateaux de repas individuel équilibré.

Séance 3 : « Les phases du sommeil »

Objectifs de cette séance : Sensibiliser les enfants sur leurs besoins en sommeil et les différentes phases du sommeil.

A l'aide d'outils ludiques (une grande horloge et un train du sommeil) les enfants sont invités à s'exprimer sur leur temps de sommeil et à réfléchir sur les différentes phases de sommeil. L'intervenant, en support, corrige les erreurs des enfants et les invite à analyser les temps de sommeil de chacun d'eux.

Séance 4 : « Les rituels du sommeil »

Objectifs de cette séance : Responsabiliser les enfants face à leur sommeil et leur permettre de trouver des solutions aux problèmes d'endormissement.

Outil pédagogique : « Les boîtes du sommeil » : grâce à ce jeu éducatif, les enfants abordent les rituels d'endormissement avec « les amis et les ennemis du sommeil ».

Evaluation des séances 3 et 4: questionnaire à la fin de la séance

Séance 5 : « Transmissions des microbes »

Objectifs de cette séance : Comprendre comment se transmettent les microbes d'un individu à un autre.

A l'aide d'un ballon que l'on aura au préalable recouvert de paillettes sans prévenir les élèves, l'intervenant explique aux enfants qu'ils vont faire un petit jeu pour vérifier qu'ils connaissent le nom des parties de leur corps (ceci est un prétexte). Le ballon est envoyé à un élève en citant une partie du corps. L'élève qui reçoit le ballon fait de même avec un autre élève, etc.... Les enfants se lancent le ballon pour découvrir le principe de contamination d'un microbe et d'un individu, les paillettes jouant le rôle des microbes.

Dans un second temps, l'intervenant explique aux enfants ce qu'est un microbe à l'aide d'un diaporama.

Séance 6 : « Le lavage des mains »

Objectifs de cette séance : Reconnaître les situations de la vie courante où il faut se laver les mains.

Savoir se laver les mains correctement.

Les enfants sont invités à regarder un film sur le lavage des mains puis à échanger en essayant de reconnaître les situations de la vie courante où il faut se laver les mains. Ensuite les enfants se rassemblent par groupe de 5 et essaient de reconstituer dans l'ordre chronologique le lavage des mains.

Evaluation des séances 5 et 6:
Questionnaire sur le lavage des mains

Bilan du Projet à l'Espace les Monis

En moyenne 12 enfants. Les parents n'ont pas participé.

Nutrition : Ils étaient nombreux (6 à 11 ans). Les séances avaient lieu vers 16h après une activité. Certains enfants étaient agités et peu concentrés. L'intervenant mettait du temps à canaliser les jeunes. Les enfants à la fin de la 2ème séance sont capables de citer les 7 familles d'aliments. Ils connaissent le rôle des aliments sauf pour les légumes.

Hygiène des mains : La transmission des microbes et le lavage des mains a été très appréciée par les enfants:

Le Jeu du ballon : Ils ont apprécié ce jeu et paraissent très étonnés de voir que les paillettes qui ont ici le rôle de microbes puissent être absolument partout (corps, cheveux, objets...) et se transmettent aussi facilement et rapidement.

Le Power point sur les microbes : Certains enfants ont conscience qu'il existe des microbes bons pour le corps et d'autres très mauvais comme ceux de la grippe, la varicelle et ceux de la gastro. Ils sont aussi très étonnés qu'on ne puisse pas les observer à l'œil nu et qu'il faut se munir d'un microscope pour les observer.

Le PPT les a beaucoup captivé et a généré de nombreux échanges sur les différents microbes qui existent et sur les moyens de les prévenir.

Les enfants posaient beaucoup de questions sur les vaccins, les mamans ne sont pas à jour au niveau des vaccinations. Des lieux ressources, comme le CMS, leur ont été donnés.

Le visionnage de la vidéo fait partie d'une série éducative et amusante portant sur l'importance de l'hygiène des mains. La série a été créée pour les écoles élémentaires et secondaires. Elle a été très appréciée des enfants qui ont posé de nombreuses questions:

- « Pourquoi le lavage des mains dure 30s »
- « quand on éternue on transmet des microbes »

Comment se laver les mains : Les enfants divisés en 2 groupes essaient de reconstituer l'ordre chronologique du lavage des mains. Cela grâce à une fiche représentant le lavage des mains et des étiquettes qu'il faut replacer dans l'ordre. A cette occasion on revient sur les parties anatomiques de la main, certains ne savaient pas où se situait la paume.

Pour évaluer cette séance, les enfants ont répondu à un questionnaire de connaissance. Ils ont tous répondu juste. Aucune réponse n'était erronée.

Le sommeil : La construction du train du sommeil permet aux enfants de comprendre les différentes phases du sommeil et les signaux d'alerte pour aller se coucher.

De nombreux échanges très enrichissants ont eu lieu notamment en ce qui concerne le temps du sommeil. La plupart des enfants se couchent entre 22h et 23h et se réveillent entre 7h et 8h. Ils s'accordent tous à dire qu'il leur arrive de dormir en classe. Certains ont des difficultés pour s'endormir car ils partagent leur chambre avec des frères et sœurs plus âgés qui n'ont pas le même rythme qu'eux. D'autres sont gênés par des bruits dans la maison comme la télé par exemple...

Dans l'ensemble ces 2 séances ont été appréciées car c'est une thématique qu'ils ne connaissaient pas et qu'ils n'avaient jamais abordé à l'école contrairement à la nutrition.

L'utilisation du jeu « le train du sommeil » a été positif car il est toujours difficile d'expliquer à des enfants les différentes phases du sommeil.

« La boîte à sommeil » que nous avons utilisée en seconde séance a été également très appréciée et leur a permis d'échanger entre eux et avec nous sur les rituels du sommeil ainsi que les moyens pour les aider à s'endormir.

Pour évaluer ces 2 séances des questionnaires et un tableau ont été distribués aux enfants. Ils les ont remplis seuls sauf un de 6 ans qui ne maîtrise pas encore bien l'écriture. Les rituels du sommeil ont été compris par la majorité des enfants.

Bilan aux Portes du Midi :

Nutrition : Les enfants étaient avec leurs parents ce qui était plutôt enrichissant dans les échanges et avait un impact considérable car les mères présentes ont pris conscience par exemple que donner du soda à chaque repas à leurs enfants n'étaient pas recommandés.

Les échanges étaient fructueux malgré le problème de compréhension à cause de la barrière linguistique chez certaines personnes. Grâce à une autre maman nous avons pu communiquer malgré tout car elle faisait la traduction.

Hygiène des mains : Evaluation difficile avec le questionnaire car les mamans ont des difficultés linguistiques et les enfants sont trop petits pour comprendre les consignes. Néanmoins l'évaluation a pu être faite grâce aux jeux sur « comment se laver les mains ? ». Ils ont pu reconstituer l'ordre chronologique du lavage des mains après avoir visionné le film.

En moyenne il y avait une dizaine de participants soit 5 enfants et leurs mamans aux 2 premières séances. Peu d'enfants ont participé à la séance sur l'hygiène des mains. De plus ceux présents avaient moins de 6 ans donc le projet n'était pas adapté à leur âge. Ceci est dû probablement à une coupure d'un mois et demi entre la séance 2 et 3. La dynamique du groupe (parents/enfants) créée lors des premières séances et qui a été interrompue a démotivé les parents qui étaient au départ très participatifs.

PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITE**ACCUEIL PLUS**

Le 25 mars le service promotion de la santé a participé à un petit déjeuner causerie auprès d'une quinzaine de bénéficiaires du RSA sur les thèmes :

RSA et ses droits connexes (gratuité des transports et droit à la CMUC).

Présentation de la sécurité sociale, l'assurance maladie, la PUMA et la CMUC.

Le mode d'emploi du système de santé et l'offre de soins sur le territoire, le médecin traitant dans le parcours de soins coordonnés

Présentation du Réseau Social Dentaire et du CIDLT.

Au-delà des interventions auprès des bénéficiaires ce petit déjeuner a permis de renforcer les partenariats avec les autres intervenants.

FOYER CONCORDE

Au foyer de travailleurs migrants Concorde, géré par Coallia, une première réunion a été organisée le 20 septembre avec cinq résidents, en préparation d'un programme expérimental d'éducation thérapeutique diabète qui sera mené dans le foyer ou un autre, en lien avec le CMS en 2017 ou 2018 auprès de la trentaine de résidents diabétiques avec une traduction en langues maternelles.

ACTIONS THEMATIQUES

FETE COMMUNE : HANDICAP, ON DIT CAP ! – FETE DE QUARTIER CENTRE-VILLE – JOURNEE DE LA PAIX

Le service promotion de la santé a proposé pour la journée du handicap un Bar à eau afin de développer l'attrait pour l'eau du robinet en tant que boisson principale, nécessaire et suffisante.

Différentes bouteilles d'eau ont été disposées (eau du robinet, eaux minérales, eaux de sources, eaux gazeuses, etc.) afin de proposer aux volontaires de les goûter. Les usagers se sont exprimés sur les saveurs, ils ont comparé et tenté de reconnaître les eaux par le goût. La discussion finale portait principalement sur l'eau du robinet (nécessaire et suffisante) et ses éventuelles idées reçues.

Objectif général : Développer l'attrait pour l'eau du robinet en tant que boisson principale, nécessaire et suffisante.

Objectifs spécifiques :

- Prendre conscience que le goût de l'eau du robinet n'est pas facile à identifier parmi d'autres eaux.
- Valoriser les différentes saveurs des eaux en nommant les sensations gustatives.

Objectif opérationnel:

- Faire découvrir différents types d'eaux.
- Comparer et reconnaître différentes eaux par le goût.

50 personnes se sont arrêtées sur le stand, la plupart ne reconnaissaient pas l'eau du robinet mais c'était pourtant celle qui était la plus appréciée.

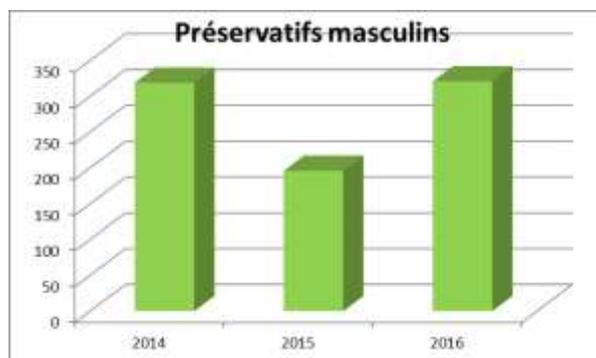
PREVENTION DES IST/VIH

DISTRIBUTEURS DE PRESERVATIFS

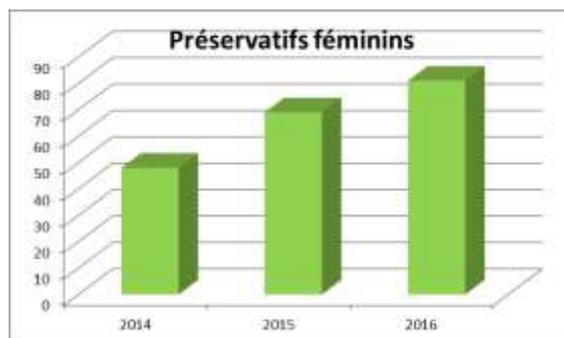
La ville de Vitry est engagée dans une démarche de prévention des comportements sexuels à risques depuis plus de 20 ans. En appui de cette dynamique, 13 distributeurs de préservatifs sont répartis sur le territoire communal. Auparavant gérée par le service Environnement, cette mission a été officiellement transférée au service Promotion de la Santé, en janvier 2013. Les préservatifs masculins sont vendus au prix de 1 euro pour 6, et le préservatif féminin 20 cents l'unité.

La ville a établi un partenariat avec l'association SAFE après une procédure d'appel d'offre, pour assurer la régie, l'approvisionnement et la maintenance des appareils, ce qui permet d'avoir aujourd'hui des statistiques fiables permettant d'envisager le redéploiement des distributeurs là où ils sont le plus utiles. Le distributeur du centre sportif devra être installé au SUB courant 2017.

2016 a ainsi vu le niveau de distribution de packs de 6 préservatifs masculins rejoindre 2014, après la chute inexplicable de 2015.



Les préservatifs féminins sont régulièrement demandés, et de façon croissante depuis 2014 comme le montre le graphique ci-dessous, même si cela reste en faible quantité.



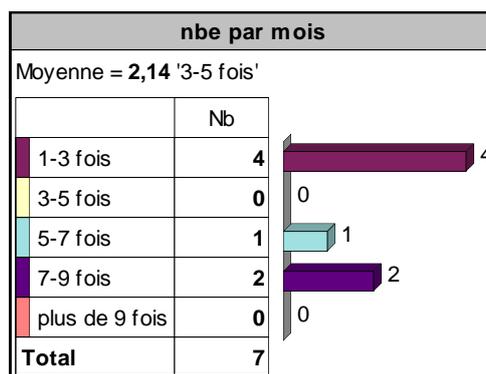
Des préservatifs sont régulièrement à disposition du public dans quelques structures d'accueil de la ville tels que le CCAS, le SMJ, le PAEJ. Environ 200 préservatifs ont été distribués dans chacun de ces lieux lors du 1^{er} décembre.

PREVENTION DU RISQUE INFECTIEUX POUR LES USAGERS DE DROGUE PAR VOIE INTRAVEINEUSE

VENTE DE STERIBOX EN PHARMACIE

Afin de mieux comprendre l'évolution de l'usage de drogues par voie intraveineuse sur le territoire, le service promotion de la santé organise chaque année le recensement des pharmacies qui vendent des Stéribox. Toutes les pharmacies répertoriées sur le site AMELI ont été contactées soit 25 pharmacies. 3 pharmacies restent injoignables.

22 pharmacies sur les 25 ont répondu à notre recensement. 7 déclarent vendre des Stéribox, contre 6 en 2015. La « nouvelle » depuis 2015 avait en réalité répondu en vendre en 2014. Il s'agit sans doute d'une erreur de la part de l'interlocuteur contacté en 2015.



Nombre de kits distribués par mois

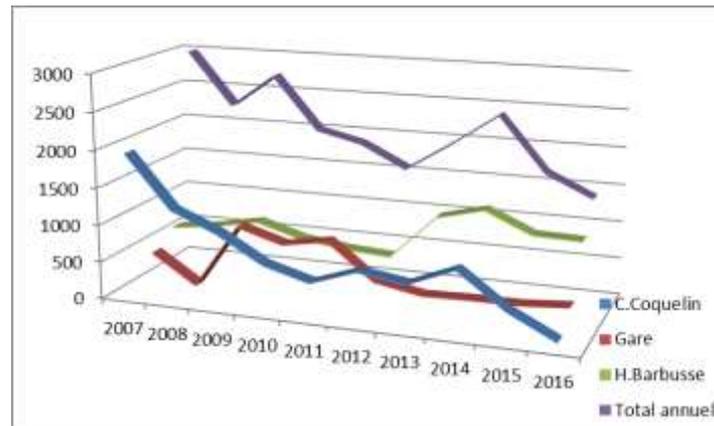
13 pharmacies déclarent avoir un dispositif de recueil de seringues et d'aiguilles usagées et une pharmacie est en cours d'acquisition de ce dispositif.

Deux pharmacies déclarent avoir un partenariat avec le CILDT et sont régulièrement approvisionnées.

TOTEMS

Trois totems d'échange de seringue sont installés par la ville. Banalisés, ils délivrent un kit comprenant une seringue stérile, du matériel de désinfection, une cupule d'aluminium et un préservatif, contre soit un jeton, soit une seringue usagée. L'association EFAS en assure la maintenance.

Les distributions ont diminué jusqu'en 2013 où le totem Henri Barbusse, et, à un moindre degré Constant Coquelin ont augmenté ponctuellement. En 2016, ces deux derniers ont poursuivi leur diminution, engendrant une baisse de 17% de seringues distribuées (1.377) par rapport à 2015. Il faut souligner que le totem Constant Coquelin a été inaccessible pendant 10 mois, du fait de travaux de voirie. Il a été remplacé par un totem neuf en 2016 avec le soutien de l'ARS. Il est prévu de remplacer le totem Henri Barbusse en 2017.



JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE VIH - 1ER DECEMBRE 2016

C'est graff docteur

Le SPS a souhaité travailler sur une action originale impliquant des jeunes pour le 1er décembre 2016 : la réalisation d'une fresque dont la fabrication a été photographiée pour constituer une exposition qui circule désormais dans différentes structures de la ville. Cette dernière a été inaugurée le 1^{er} décembre 2016 au Centre Municipal de Santé.

Il s'agit d'un travail pédagogique concernant l'apprentissage de connaissances (IST, contraception...), la valorisation de l'estime de soi des jeunes en situation de précarité. Ce projet a permis en effet de travailler autour des compétences psychosociales : de l'écoute active, à l'expression d'émotions et de la capacité à donner et recevoir des informations et réactions. Il rentre dans un processus d'empowerment et de confiance réciproque.

Quatre ateliers ont été réalisés. Le premier, animé par une comédienne, permettait de travailler sur les notions de prise de risque, de savoir refuser, etc., à travers des jeux de rôle ludiques pour libérer la parole et trouver des solutions. Cette approche a permis d'aborder un certain nombre de sujets : les relations garçons-filles, l'égalité homme/femme, la place de la sexualité dans la religion, la place de la sexualité selon la culture et l'éducation de chacun, le respect de l'autre.

Le second atelier reposait sur le jeu « câlins-malins » qui apporte des informations précises sur la sexualité et la contraception tout en mettant l'accent sur la dimension affective des relations sexuelles. De nombreuses idées reçues ont ainsi pu être déconstruites et des échanges intéressants ont eu lieu concernant les modes de transmission du VIH. La plupart des participants pensaient que lorsqu'il n'y a pas d'éjaculation on ne peut pas transmettre le VIH au cours d'un rapport sexuel.

Les lieux ressources sont bien repérés par les jeunes dont le CMS qui organisent plusieurs fois par semaine des dépistages gratuits et anonymes sans RDV.

Beaucoup de questions sur le papillomavirus :

- « Comment se fait-il que cette maladie ne peut pas se détecter avec une prise de sang ? »
- « Fréquence des frottis ? »
- « Pourquoi les hommes ne font pas de frottis ? »

L'origine de la découverte du VIH fait également polémique :

- « D'où vient cette maladie, de quel pays... ? »
- « Comment on peut être sûr que ça vient de l'Afrique ? »
- « C'est bizarre toutes les sales maladies on dit que ça vient d'Afrique ce n'est pas juste et on a des doutes.. ? »

Nous revenons également sur le fait que le traitement par tri thérapie est banalisé :

- « on peut guérir du SIDA avec les traitements maintenant »

Les participants ont bien repéré que le préservatif est le seul moyen de prévention contre le SIDA et les autres IST.

Le travail sur la fresque proprement dite a commencé au troisième atelier avec Bebar qui, au travers d'un brainstorming, a demandé aux jeunes de dessiner ce qu'ils avaient retenu des premiers ateliers. Certains

écrivait des mots « tolérance, amour, prévention... ». Puis Bebar a projeté un diaporama de vues microscopiques des multiples germes responsables d'IST, dont les formes et couleurs devaient inspirer la fresque.

Le passage à l'acte a eu lieu le samedi 14 mai 2016 rue Paul Armangot sur le mur du domaine Chérioux, toutes les autorisations ayant été obtenues. Huit jeunes ont alors laissé cours à leur imagination et peint près de 25 mètres sous l'œil médusé et amusé des passants, et la guidance de Bebar qui apporta la dernière touche artistique.



Les jeunes sont alors repartis dans leurs structures, munis de solides connaissances, de liberté de parole, mais aussi de préservatifs et d'excellents souvenirs d'un très bon moment passé ensemble.

La mise en œuvre du projet a nécessité :

- 4 réunions de groupe de travail avec les partenaires
- 4 séances de présentations du projet afin d'inscrire des participants : 2 séances ont eu lieu à la mission locale et 2 à l'ALJT

Nombre de bénéficiaires :

10 jeunes en moyenne âgés de 20 à 25 ans ont participé au projet

Nombre d'ateliers réalisés : 7

5 ateliers plus 1 journée pour la réalisation de la fresque et une séance en plus pour le choix des photos du livret avec les jeunes.

Evaluation :

Un questionnaire a été distribué aux participants avant le 1^{er} atelier et le même questionnaire a été redistribué à la fin du projet. Le but étant d'évaluer le niveau de connaissance des jeunes avant les ateliers et après.

Dans l'ensemble les jeunes ont une assez bonne connaissance du VIH, il y a cependant encore des idées reçues sur les modes de transmission. A la fin du projet force est de constater qu'on ne retrouve aucune réponses erronées, les participants ont évolué positivement dans leurs idées reçues.

Points négatifs :

Malgré les inscriptions des jeunes réalisées aux 2 séances de présentations du projet à la mission locale, les participants n'ont pas souhaité poursuivre le projet. C'est un public aux problématiques diverses, très difficile à mobiliser et s'investir dans ce projet qui à la base les motivaient, s'est révélé compliqué.

Points positifs :

Les participants ont apprécié le travail en équipe, ils ont vu le jeu comme une continuité pratique, une mise en application des différents sujets abordés. Les outils utilisés (jeux de rôles avec la comédienne et câlins-malins) sont pour eux, une manière ludique de comprendre et d'échanger sur des sujets souvent épineux. Le théâtre a permis pour certains de s'exprimer plus librement et sans tabou, comme sur l'homosexualité par exemple.

Et enfin avoir utilisé l'art urbain, qu'est le graffiti, est pour eux une des meilleures façons de faire passer des messages de prévention avec un impact bien plus visible que des spots publicitaires.

Les photos sont restées exposées tout le mois de décembre au CMS. Le SMJ, l'ALJT et la Bibliothèque accueilleront l'exposition en 2017.

Lycée Chérioux et ESAT de la fondation des amis de l'atelier

Intervention le mardi 29 novembre après-midi. Diffusion du film « rencontre inédite » (voir le rapport 2015) puis débat en présence de 3 agents de l'ESAT et de lycéens.

Une seule séance sur les deux a eu lieu de 14h à 15h. Les classes initialement prévues n'étaient pas présentes. Elles ont été remplacées par une classe de seconde professionnelle bâtiment et une classe DELF (Diplôme d'Etudes en Langue Française). Au total, 40 jeunes étaient présents dont 7 filles.

Le débat porte principalement sur les modes de transmission du SIDA et le dépistage. La séance était peu dynamique, les jeunes n'étaient pas préparés à cette intervention ni au sujet (vie affective et sexuelle).

Du côté de l'ESAT, 2 agents sont arrivés en fin de séance. Elles n'avaient pas eu les bonnes indications concernant le lieu d'intervention.

Lycée Jean Macé

Le lycée a travaillé en collaboration avec Mr BASSO, professeur d'EPSE au lycée et Mme PANETTA, infirmière au CPEF de Balzac (sur la matinée).

En plus des panneaux d'exposition, le lycée a organisé 3 stands d'activités participatives à savoir:

- un stand d'informations sur les différents moyens de contraception sous forme de jeu de cartes (il fallait reconstituer les différentes étapes de la pose d'un préservatif masculin et féminin) ainsi qu'un tableau récapitulatif des moyens de contraception, cachés par des volets, les élèves devant les retrouver en les citant. L'objectif étant de leur montrer comment les différents moyens de contraception se présentent et de leur expliquer comment ils fonctionnent, se posent, s'obtiennent, ...
- un stand jeu de l'oie, inspiré de celui du CRIPS, avec des questions sur le thème du VIH/SIDA et des IST
- un stand info/intox, inspiré de celui du CRIPS, questions et débats sur la sexualité en général.

Elles ont travaillé avec le support DVD "prévention SIDA vue pas les jeunes Vitriots" diffusé en début de chaque séance aux élèves. L'action s'est étalée de 9h à 12h et de 13h à 16h.

6 classes ont été reçues sur 1h chacune (dont 2 demies classes) : 4 classes de 1ère "générale", 2 classe de 1ère "professionnelle", et 1 classe de terminale "professionnelle", soit 157 élèves.

Les infirmières avaient proposé aux professeurs de se manifester s'ils souhaitaient inscrire l'une de leur classe sur un créneau horaire. Elles ont rencontré un franc succès puisque plus de demandes que de possibilités.

Les élèves ont participé très activement, étaient très intéressés, posaient des questions et étaient respectueux les uns des autres. Hormis quelques retards, qui ont parfois obligé à raccourcir nos interventions, il n'y a pas eu de difficultés particulières.

Il y a eu un retour très positif de la direction et des professeurs ayant assisté aux séances.

Les panneaux d'expositions sont actuellement exposés au CDI, et certains professeurs de Science et vie de la terre et d'éducation physique sportive et environnementale ont demandé à leurs élèves de faire un travail dessus qui sera évalué.

CMS

2 dépistages ont eu lieu à l'occasion de l'ouverture du CEGIDD le mardi 1^{er} décembre. Il est désormais ouvert les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 17h à 19h.

SAMSAH/SAVS

9 participants dont 8 hommes.

2 membres du personnel (aide-soignante et infirmier).

Le SPS est intervenu avec le jeu « SIDA, que savons-nous ? », jeu de cartes sur les modes de transmission du VIH.

Toutes les personnes accueillies connaissent la transmission par le sang et par rapports sexuels non protégés. La transmission de la mère à l'enfant est quant à elle méconnue du public. La parole était libérée, les participants actifs.

Communication

Le visuel du 1^{er} décembre 2016 a repris celui de la fresque du projet « c'est graff docteur ».

ALIMENTATION

« PROJET NUTRITION COUPE D'EUROPE JUIN 2016 » AVEC LE SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE (SMJ)

Dans le cadre de la coupe d'Europe du 10 juin au 10 juillet 2016, le SMJ a organisé une action destinée aux jeunes de 15 à 25 ans sur la thématique « hygiène alimentaire et activité physique ».

A cette occasion, le Service Promotion de la Santé a été sollicité pour travailler sur la thématique de la nutrition auprès des jeunes.

Objectif général : Sensibiliser les jeunes du SMJ sur l'équilibre alimentaire.

Objectifs spécifiques :

- Prendre conscience des graisses cachées dans les aliments.
- Prendre conscience des sucres cachés dans les boissons.
- Limiter la consommation des matières grasses et de boissons sucrées.

Objectif opérationnel:

Réalisation d'expériences pour trouver les graisses et sucres cachés dans certains aliments comme les chips, les viennoiseries, sodas, la pâte à tartiner...

29 personnes au total ont visité le stand durant 2 après-midis :

- 7 collégiens (6 filles et 1 garçon âge moyen 15 ans).
- 6 jeunes adultes (moyenne d'âge 20 ans).
- 3 quadragénaires.
- Un centre de loisirs avec **13 enfants** dont 2 garçons et 11 filles âgés de 6 à 7 ans qui étaient présents au SMJ pour visiter l'atelier photo.

Le SPS a mis en place un stand avec des barres chocolatées, pâte à tartiner, cannettes, présentées avec en comparaison, le nombre de sucres qu'elles contiennent. En parallèle sur ce même stand était présenté des chips et des biscuits avec le nombre de cuillères à soupe d'huile qu'ils contiennent.

Les jeunes paraissent très impressionnés par les sucres présents dans les cannettes et pâtes à tartiner ainsi que la quantité de gras qui se trouve dans les chips.

Un quizz a également été proposé aux collégiens, pour permettre aux participants de faire le point sur leur connaissance en matière d'équilibre alimentaire.

A cette occasion une exposition sur le thème de la nutrition a été mise en place au sein de l'accueil du PIJ pendant 1 mois le temps de la coupe d'Europe 2016. Une visite accompagnée de l'exposition avec les enfants du centre de loisirs a eu lieu. Ils ont apprécié découvrir les fruits et légumes de saison et ont posé beaucoup de questions sur certains légumes comme les aubergines que certains ne connaissaient pas.

BIBLIOTHEQUE NELSON MANDELA « PROJET NUTRITION - REVISIONS DU BACCALAUREAT 2016 »

Les agents de la Bibliothèque ont observé, lors des périodes de révisions du baccalauréat, que les jeunes avaient l'habitude de manger des aliments sucrés ou gras (tels que barres chocolatées, chips, sodas...) en grande quantité pendant leur pause.

A cette occasion, le Service Promotion de la Santé a donc été sollicité pour travailler sur la thématique de la nutrition auprès des adolescents.

Objectif général : Sensibiliser les jeunes sur l'équilibre alimentaire.

Objectifs spécifiques :

- Prendre conscience des graisses cachées dans les aliments
- Prendre conscience des sucres cachés dans les boissons
- Limiter la consommation des matières grasses et de boissons sucrées.

Objectifs opérationnels :

Réalisation d'expériences pour trouver les graisses et sucres cachées dans certains aliments comme les chips, les viennoiseries, sodas, la pâte à tartiner...

Une corbeille de fruits de saison a été mise à disposition des jeunes pour les sensibiliser sur les bienfaits de consommer des fruits pendant leur pause plutôt que des aliments riches en graisse ou en sucres.

Déroulement de la séance :

20 jeunes sont passés sur le stand (12 garçons et 8 filles)

Le SPS a mis en place un stand pour mener des expériences sur les graisses cachées. Quelques aliments (chips, gâteaux, fruits, pain) ont permis de faire cette expérience.

En parallèle, un autre atelier était mené sur les sucres cachés. Des barres, pâtes à tartiner, cannettes étaient présentées avec en comparaison, le nombre de sucres qu'elles contiennent.

Un quizz a également été proposé, pour permettre aux participants de faire le point sur leur connaissance en matière d'équilibre alimentaire.

Le constat suite à cette séance montre que les jeunes sont très nombreux à prendre une collation pendant les révisions du bac. Cette dernière étant composée principalement de barres de kit-kat, mars, viennoiseries qu'ils mangent chaque jour ainsi que de sodas. Certains jeunes sont arrivés à la bibliothèque avec par exemple une canette à la main de 50cl de coca-cola d'autres avec des barres chocolatées....

Lors des expériences, ils paraissent impressionnés par les sucres présents dans les cannettes et pâtes à tartiner. Cependant, beaucoup de jeunes connaissent les recommandations alimentaires, ont conscience que les aliments qu'ils mangent à la collation sont gras et/ou sucrés mais ils les mangent quand même car le goût leur plait.

Il aurait été préférable pour rencontrer un plus grand nombre de jeunes de faire cette action début juin et non en mai. En effet les futurs bacheliers sont encore en cours au mois de mai. Ils commencent réellement à venir à la bibliothèque pour réviser qu'à partir de début juin.

RECAPITULATIF DES THEMES ET PUBLICS ABORDES PAR LE SERVICE PROMOTION DE LA SANTE
EN 2016

Thème	Projet	Public
Santé globale	Conférences thématiques	Personnes âgées
	Journée du handicap	Tout public
	Atelier Mode d'emploi du système de santé	Bénéficiaires du RSA
	Ateliers centres sociaux Hygiène de vie	Enfants 6-12 ans et leurs parents
	Ateliers compétences psychosociales jeux du Val de Marne	Elèves CM1-CM2
Vaccination	Courrier personnalisé	Enfants de 11 mois, 6 et 11 ans et leurs parents
Nutrition	Stand Coupe d'Europe	Jeunes
	Stand Bibliothèque révision du bac	Jeunes
MST-VIH	1 ^{er} décembre Activités globales (Totems, préservatifs)	Tout public, accent sur les jeunes

ACTIONS SUPPORT

MARDIS DE VITRY

Les échanges qui se font au sein des réunions des « Mardis de Vitry », trois par an, sont principalement destinés à créer un lien entre les professionnels de terrain en vue d'une meilleure connaissance du travail des uns et des autres mais aussi d'aborder des thématiques spécifiques selon les souhaits des participants avec des intervenants extérieurs.

Les regards de chacun et le partage d'expériences permettent une analyse des pratiques, mais également une amélioration de la connaissance de la population et un choix plus éclairé quant aux problématiques sensibles et/ou à aborder via des actions de sensibilisation, d'éducation ou de promotion de la santé. Comme chaque année, les réactions aux comptes-rendus ont été nombreuses et constructives.

2016 a beaucoup été consacré au diagnostic local de santé et ses conclusions qui a fait l'objet d'au moins un, si ce n'est deux mardis (santé des jeunes).

ACCES AUX SOINS DES PERSONNES AGEES

Au-delà du diagnostic de santé, un mardi a été consacré à la prise de médicament et l'observance chez les séniors.

Quand on les interroge, 95% des médecins pensent que leurs patients suivent leur traitement correctement or, les études montrent que seuls 20 à 25% des séniors prennent correctement leurs médicaments. Prescrire plus de 5 produits engendre systématiquement des erreurs de prise (sur ou sous dosage, oubli...) qu'ils n'osent pas la plupart du temps « avouer » à leur médecin, lorsqu'ils s'en rendent compte.

20% des personnes âgées sont hospitalisées à cause d'une mauvaise observance du traitement. 9 à 15% des arrivées aux urgences selon les études sont liées à un accident thérapeutique (principalement chutes suite à une hypotension orthostatique et syndromes confusionnels)

Projection d'un film : (micro-trottoir) sur l'observance thérapeutique, les représentations du médicament chez les personnes âgées et les relations entre soignants, puis échange sur le suivi des traitements chez les séniors.

Il est constaté lors des échanges sur la pratique professionnelle qu'il serait utile de faire une formation pour les aides à domicile afin de les aider dans leur pratique quotidienne. Ce sont en effet les premières interlocutrices interpellées par les personnes âgées sur ce sujet alors qu'elles n'ont pas de véritables connaissances. Un programme de formation est donc envisagé auprès des aides à domicile pour 2017.

ACCES AUX SOINS DES JEUNES

Au-delà du diagnostic santé qui a mobilisé deux séances, un mardi a été consacré à la présentation des actions d'éducation pour la santé destinées aux populations en grande précarité selon la méthodologie de la « pédagogie de l'interstice ».

Reposant sur l'articulation d'un travail théâtral avec une information en santé, cette pédagogie mobilise des mécanismes psychosociaux favorisant l'auto-estime et l'empowerment des participants. Elle a été éprouvée en milieu carcéral, en CHR, en Centre éducatif fermé, etc.

ACCES AUX SOINS DES PERSONNES VULNERABLES

Suite à la demande formulée spécifiquement par les équipes des ESAT, le thème était de réfléchir aux moyens de surmonter les difficultés de communication en matière d'hygiène auprès des publics en situation de handicap.

Éric Marchandet, Président de l'association AJHIR (Aide aux Jeunes Handicapés pour une Insertion Réussie) et ancien membre du bureau du Comité Régional d'Éducation pour la Santé d'Île de France a accepté de venir témoigner.

L'intervention a débuté sur le constat de l'inadéquation des campagnes médiatiques de communication pour ce public qui y trouve des injonctions paradoxales, coincées entre le principe de plaisir et la culpabilité.

Spécifiquement ce public s'avère avoir un rapport au temps totalement différent, avec une invisibilité de l'avenir. Or prévention et soin reposent sur une projection dans le futur qui n'a pas vraiment de sens à leurs yeux. Leur compréhension des messages est aussi parfois l'objet de distorsions surprenantes, et l'adaptation des messages n'est pas forcément suffisante. Il faut une véritable formation des professionnels qui les encadrent.

L'appel aux pratiques sportives se heurte de son côté au manque d'infrastructures adaptées et leur dispersion dans la région, donc leur éloignement pour un public pas toujours à l'aise dans les transports en commun.

Les échanges ont ensuite porté sur la nécessité de faire des campagnes pour faire exister le public handicapé, mais cette affirmation a fait débat, certains pensant qu'il faudrait un droit à l'indifférence, soulignant l'excessive surprotection dont ce public fait trop souvent l'objet, en étant infantilisé.

L'intégration dans les écoles pose de nombreux problèmes liés aux professionnels pas ou peu formés mais aussi aux familles des autres enfants qui ne sont pas très motivées pour cet accueil.

Éric Marchandet développe alors son concept de « diversité neurologique », considérant le public porteur de handicap mental non pas en termes de déficit mais en termes de différence, soulignant qu'une démarche interculturelle de même nature que celles engagées avec des publics « exotiques » peut être très enrichissante et productive. Elle permet de dépasser la notion de perte, de manque, de surmonter aussi la stigmatisation du différent pour engager un véritable dialogue entre des représentations du monde diversifiées.

Dans ce cadre, les notions de santé et d'hygiène peuvent être plus sereinement abordées en travaillant l'auto-estime de ces personnes qui se trouvent valorisées et gratifiées dans leur différence qui n'est plus une identité réductrice au handicap.

Les actions et projets comme des défilés de mode, de concours agricoles, de tournage de films régulièrement mis en œuvre sont cités en illustration de cette réflexion.

Un autre mardi a été consacré à la présentation des équipes mobiles psychiatrie du groupe hospitalier Paul Guiraud

- Equipe Mobile Psychiatrie-Handicap Psychique (EMP – Handipsy)

La mission première de l'équipe est d'offrir une évaluation réalisée par le médecin psychiatre auprès des personnes porteuses de handicap psychique âgées de 18 à 60 ans et domiciliées dans le Val de Marne Ouest, dépendant de l'hôpital Guiraud.

L'EMP est exclusivement sollicité par les institutions partenaires et n'intervient ni dans la rue ni au domicile. L'institution partenaire organise et accueille la rencontre entre la personne et l'EMP.

L'équipe est à l'interface entre le sanitaire et le médico-social afin d'améliorer la continuité des parcours de soin des personnes en situation de handicap. Elle participe également aux réflexions partenariales et à l'élaboration de projets en lien avec le handicap.

- Equipe Mobile Psychiatrie Précarité Exclusion

Sa mission est d'améliorer l'accès aux soins des personnes en précarité âgées de 18 à 60 ans sur le même secteur. L'équipe est en relation avec les structures à caractère social (Alef, FJT, EDS, etc.) qui élaborent une fiche signalétique concernant un usager. Après étude, l'équipe évalue la situation procède à une orientation. Le patient doit avoir une domiciliation.

L'équipe peut faire des visites à domicile (même s'il est expulsable) mais n'effectue pas de maraude et, sauf situation complexe avec des antécédents psychiatriques identifiés, peut intervenir dans les 2 à 3 semaines après le signalement. Elle diagnostique souvent des personnes en rejet de soin ou qui n'ont pas conscience de leurs difficultés de santé mentale.

L'équipe Mobile accompagne également les équipes des structures sociales, sensibilise les travailleurs sociaux sur les pathologies mentales et apporte des réponses aux comportements à adopter face à certaines pathologies avec un certain étayage clinique.

CENTRE DE DOCUMENTATION

De 2011 à 2016, le service promotion de la santé dispose d'une convention avec l'IREPS et plus particulièrement le CODES 91 pour apporter un appui aux professionnels en matière de documentation, d'outils pédagogiques et de conseil méthodologique. Le centre ressources s'est structuré en 2012 avec l'acquisition d'étagères, d'outils pédagogiques et l'enrichissement du fonds documentaire. A l'occasion de la disparition du CODES 91 durant l'été 2016, le SPS a proposé d'accueillir sa pédagogthèque. Le déménagement a eu lieu en septembre et le dernier trimestre a été consacré à inventorier les outils disponible et à créer les outils de gestion (catalogue, gestion automatisée des prêts). 484 outils et 33 expositions sont ainsi disponibles au 1^{er} janvier 2017.

Les acteurs de prévention de la ville mais aussi des communes avoisinantes peuvent s'adresser au service pour obtenir des documents, consulter et commander des outils pédagogiques. Ce lieu ressources s'adresse

notamment aux intervenants associatifs aux professionnels de l'Education Nationale, aux professionnels de santé, ou de tout autre secteur concerné par les questions de prévention. Devant le grand accroissement du nombre d'outils et de territoires, une procédure a été mise en place pour :

- Les choix de l'outil ou de l'exposition sont faits sur le catalogue
- Pour un accompagnement concernant la présentation d'outils
- Pour un conseil méthodologique afin de monter une action d'éducation pour la santé sur le territoire de Vitry-sur-Seine

En 2017, les demi-journées de présentation des outils seront reconduites, le premier thème étant vraisemblablement la nutrition.

NATURE DES STRUCTURES VISITANT LE CENTRE

Il y a eu 41 passages cette année (33 en 2013, 41 en 2014, 49 en 2015). La légère baisse observée est due principalement à la fermeture du centre de documentation de septembre à décembre 2016 le temps de l'installation des nouveaux outils du CODES 91. Le prêt d'outils pédagogiques reste stable à 8 pour cette année. Quatre structures ont bénéficié de conseils méthodologiques (aucune en 2015).

Les structures visitant le centre de documentation sont essentiellement sur le territoire de la commune de Vitry-sur-Seine et sont comme pour l'année passée des professionnels de l'éducation nationale avec en plus cette année une augmentation des structures recevant un public jeune (PIJ, SMJ, PAEJ).

Nature des structures	Objet de la visite	Ville	Nombre de fois
Collège	Restitution d'outils empruntés	Villejuif	1
Collège Jean Perrin	Visite du centre de documentation	Vitry sur seine	1
Service municipal de la jeunesse	Visite du centre de doc et brochures alimentation addictions IST	Vitry sur seine	3
Service des Sports	Visite centre de doc brochures alimentations	Vitry sur seine	1
Samsah/Savs les amis de l'atelier	Découverte des outils	Vitry sur seine	1
SMJ	Documentations, préservatifs	Vitry sur seine	4
SMJ	Prêt Exposition nutrition	Vitry sur seine	1
Service des retraités	Brochures Canicule	Vitry sur seine	1
Association mouvement d'entr'aide	Conseil Méthodologique	Vitry sur seine	1
Association mouvement d'entr'aide	Prêt Outils	Vitry sur seine	1
EDS	Conseil Méthodologique(Sommeil)	Vitry sur seine	3
ESAT Les amis de l'Atelier	Conseil Méthodologique (buvette)	Vitry sur seine	1
Hôpital de jour	Conseil Méthodologique (vie affective et sexuelle)	Créteil	1
Hôpital de jour	Prêt Outil (des hommes et des femmes)	Créteil	1
FTM (Manoukian)	Présentation mission et centre de documentation	Vitry sur seine	1
EDS	Prêt d'outil	Vitry sur seine	1
Lycée Chérioux	Prêt expo + prêt d'outils 1er déc.	Vitry sur seine	3
Lycée Jean Macé	Prêt expo prêt d'outils 1er déc.	Vitry sur seine	2
PAEJ	Prêt d'outils	Vitry sur seine	2
EDS	Brochures et affiches SIDA Préservatifs	Vitry sur seine	1
Crèches + haltes garderies	Accompagnement outils nutrition	Vitry sur seine	1
Associations KANOU	Affiches Brochures Sida + Préservatifs	Vitry sur seine	1
PAEJ	Accompagnement et Prêt outil (respect fille et garçons)	Vitry sur seine	1
ALJT	Brochures IST SIDA	Vitry sur seine	3
Mission Locale	Brochures IST SIDA et Vaccinations	Vitry sur seine	2
ESAT Les amis de l'Atelier	Prêt d'outils	Vitry sur seine	2

ATELIER SANTE VILLE (ASV)

La ville développe depuis 2002 des actions de prévention en santé à destination de la population au travers d'un Atelier Santé Ville (ASV) intégré depuis 2008 au Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), partagé avec Ivry sur Seine.

Dans les textes, ces ASV sont destinés à développer une dynamique communautaire autour de la santé, afin, entre autres, de retisser des liens entre la population et les services de santé et d'engager une démarche positive en matière de promotion de la santé.

La Ville de Vitry participe à la plateforme nationale ressource des ateliers santé ville mise en place en 2012 par le Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes, l'INPES (Santé Publique France) et la Direction Générale de la Santé.

L'atelier santé ville, au-delà du dispositif d'appui financier, est un type de démarche d'intervention en santé que le Service Promotion de la Santé continue de mettre en œuvre dans chacune de ses activités.

Désormais, la contractualisation, l'animation et la coordination du nouveau contrat de ville 2015-2020 est portée par l'intercommunalité. Ce projet de territoire pose la question de l'articulation de l'Atelier Santé Ville Ivry-Vitry.

Normalement destinés à assurer une fonction de coordination, essentielle pour mener des actions, les financements des ASV sont régulièrement remis en cause par des analyses qui varient d'une préfecture à l'autre.

La Ville de Vitry a adhéré à la Plateforme Nationale Ressources Atelier santé ville dont les missions sont de rassembler les expériences d'animation territoriale, d'en dégager les bonnes pratiques et de d'intervenir auprès des autorités nationales, et fait partie de son Conseil d'Administration.

PAGE INTERNET SUR LE SITE DE LA VILLE

Depuis 2013, le Service Promotion de la Santé a ouvert ses pages dédiées sur le site de la ville :

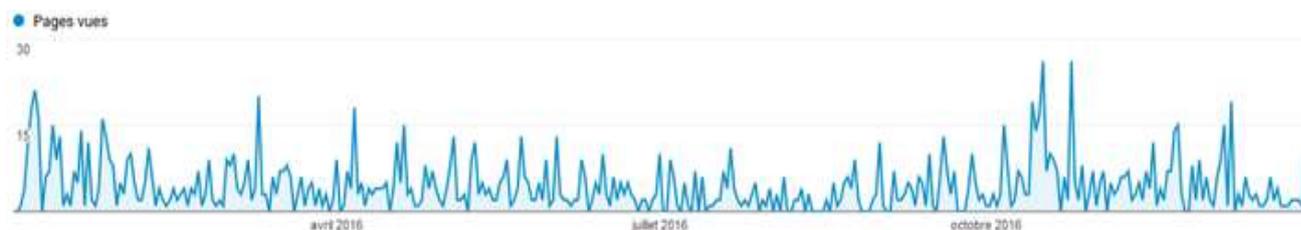
<http://www.vitry94.fr/solidarite-sante/promotion-de-la-sante/>

Ce site est régulièrement actualisé et inclut les différentes programmations d'activité : rencontres professionnelles, conférences pour les retraités, publications, etc. En fin d'année a été mis en ligne le nouveau catalogue enrichi du centre de documentation.

Le site comprend aussi les procédures à suivre pour les certificats de vaccination (voir page 29) dont le graphique des accès ci-dessous montre une forte saisonnalité liée aux périodes d'inscription scolaire. 949 personnes ont ainsi téléchargé le modèle de certificat contre 200 en 2015.



Les chiffres d'audience du site global sont stables par rapport à 2014, 2015 ayant été artificiellement exceptionnelle du fait de l'utilisation du site pour traiter les questionnaires du diagnostic (voir page 28). Le graphique ci-dessous montre que l'audience fait l'objet de pics hebdomadaires et d'une baisse attendue durant l'été.



<input type="checkbox"/>	Page ?	Pages vues ? ↓	Vues uniques ?	Temps moyen passé sur la page ?
		1 638 % du total: 0,09 % (1 738 437)	1 313 % du total: 0,09 % (1 400 921)	00:01:25 Valeur moy. pour la vue: 00:01:29 (-4,67 %)
<input type="checkbox"/>	1. /solidarite-sante/promotion-de-la-sante/ 	988 (60,32 %)	810 (61,69 %)	00:01:23
<input type="checkbox"/>	2. /solidarite-sante/promotion-de-la-sante/professionnels/ 	292 (17,83 %)	219 (16,68 %)	00:01:30
<input type="checkbox"/>	3. /solidarite-sante/promotion-de-la-sante/lequipe/ 	192 (11,72 %)	153 (11,65 %)	00:01:35
<input type="checkbox"/>	4. /solidarite-sante/promotion-de-la-sante/observatoire-local-de-la-sante/ 	90 (5,49 %)	69 (5,26 %)	00:01:29
<input type="checkbox"/>	5. /solidarite-sante/promotion-de-la-sante/liens-utiles/ 	39 (2,38 %)	33 (2,51 %)	00:00:33
<input type="checkbox"/>	6. /annuaires/annuaire-des-services-et-des-equipements/ficheAnnu/service-de-la-promotion-de-la-sante/?cHash=252d14ec616676703e220405974a0e32 	30 (1,83 %)	24 (1,83 %)	00:01:53
<input type="checkbox"/>	7. /annuaires/annuaire-des-services-et-des-equipements/ficheAnnu/service-de-la-promotion-de-la-sante/ 	7 (0,43 %)	5 (0,38 %)	00:01:23

AUTRES ACTIVITES

DIAGNOSTIC LOCAL DE SANTE

Dans le cadre de l'élaboration d'un contrat local de santé dont la décision politique a été prise fin 2014, la Ville a initié un processus diagnostique qui s'inscrit dans les dispositions de la loi HPST du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ainsi que dans la loi de modernisation du système de santé du 14 avril 2015.

Le diagnostic local de santé a pour objectifs d'une part de mieux connaître le territoire à la fois dans les attentes des habitants, leurs besoins et les ressources disponibles en matière de santé, d'autre part de mobiliser les habitants et les professionnels sur les questions de santé.

Dans la perspective des recommandations nationales¹, le diagnostic proposé par Vitry-sur-Seine combine plusieurs approches :

- La valorisation et l'actualisation des informations recueillies dans le cadre de l'observatoire local de santé en l'enrichissant avec une quête d'informations spécifiques auprès de producteurs de données (Conseil départemental, CPAM, etc.) ;
- Le recueil d'informations statistiques auprès de producteurs d'information ;
- Les résultats d'une enquête par questionnaire auprès de la population (avril à juin 2015);
- Les débats en conseil de quartier ;
- Les résultats d'entretiens menés auprès d'acteurs institutionnels et de professionnels de terrain présents sur le territoire de Vitry-sur-Seine
- Une étude de l'offre de soins auprès d'habitants en situation de grande précarité (FTM, squatters, etc.).

Le diagnostic est subdivisé en deux parties : la plus grande partie a été réalisée par le Service Promotion de la Santé et une commande spécifique auprès des populations en très grande précarité a été confiée en 2016 à un prestataire extérieur.

Le périmètre du diagnostic comprend principalement la santé de la population, l'accès aux soins et à la prévention, et les ressources existantes sur le terrain vitriote en matière de soins, de prévention et de dispositifs médico-sociaux.

Il s'inscrit aussi dans une dynamique projective d'anticipation des besoins en prévoyant le vieillissement des populations et des professionnels, de même que l'installation de populations jeunes dans les nouveaux quartiers.

Le recueil et d'actualisation des informations recueillies dans le cadre de l'observatoire local de santé a été effectué en 2015 de même que l'enquête auprès de la population vitriote (voir le rapport d'activité 2015).

ENTRETIENS AUPRES DES PROFESSIONNELS

Deuxième phase du diagnostic, les entretiens professionnels ont été initiés durant le dernier trimestre 2015 et se sont prolongés au cours du premier trimestre 2016. Suivant un guide d'entretien, ils ont permis de rencontrer 34 personnes en individuel (physique ou par téléphone) et, combinés aux échanges menés lors des mardis de Vitry, ils ont recueilli l'opinion de 44 personnes et/ou structures.

ENQUETE AUPRES DES POPULATIONS EN TRES GRANDE PRECARITE

Confiée à un prestataire externe Icone Médiations santé, l'étude a été menée d'avril à juin 2016 et inclut :

- Les données quantitatives et qualitatives recueillies dans le diagnostic local de santé,
- Un travail bibliographique pour l'établissement d'une typologie de base des populations en très grande précarité,
- Des entretiens (en face à face ou téléphonique, individuels ou collectifs) avec des acteurs locaux susceptibles d'être au contact de ces publics et/ou de leur apporter des réponses en matière de soins et de prévention (14 structures / services),

¹ FNORS, Guide à destination des opérateurs d'un diagnostic local de santé mai 2012

- Quatre visites sur site d'une demi-journée chacune, ayant permis à la fois de rencontrer les équipes sur place et d'interroger des usagers de ces structures d'hébergement, d'accueil caritatif et/ou d'accompagnement social (25 personnes, dont deux groupes en entretiens collectifs (10 et 4), et 11 personnes en entretiens individuels).

RESTITUTIONS EN CONSEILS DE QUARTIER

Quatre présentations des résultats du questionnaire et des entretiens ont été faites en conseil de quartier :

Gare Jean Jaurès le 28 janvier, Port à l'anglais, le 13 juin, Centre-ville le 15 juin et Vitry Sud Ardoines le 19 décembre.

L'étape suivante est l'élaboration du Contrat Local de Santé qui se fera en 2017.

SOINS PSYCHIATRIQUES SOUS CONTRAINTE

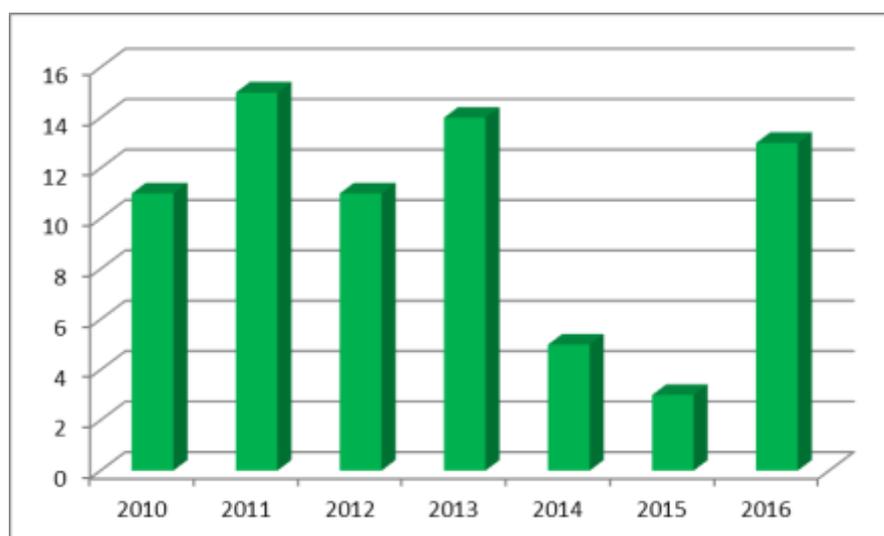
La procédure de « *soins psychiatriques urgents sous contrainte à la demande d'un représentant de l'Etat* » (SDREU) prévue par la loi de l'été 2011 et qui remplace l'ancien dispositif des hospitalisations d'office est un dispositif permettant de préserver la sûreté publique dès lors qu'elle peut être menacée par des patients dont les facultés mentales sont altérées, mais qui doivent pouvoir jouir de la même garantie de liberté que n'importe quel citoyen.

Les procédures mobilisent les services hospitaliers psychiatriques et les services de l'Etat, les services de Police Nationale étant souvent sollicités pour permettre la mise en sécurité du patient et de son entourage. La loi parue en juillet 2011 sur les soins psychiatriques sous contrainte ne modifie pas la logique de la mobilisation des services municipaux dans ces circonstances. En revanche, l'introduction d'un dispositif d'hospitalisation appelé « *soins pour péril imminent* », sans recours au représentant de l'Etat ouvre des possibilités plus souples et moins pénalisantes pour le patient en cas d'arrêt de traitement ou de risque suicidaire.

En 2016, le nombre de SDREU a considérablement augmenté après la chute observée en 2014 et 2015.

13 procédures ont en effet été prescrites pour 12 personnes dont 7 femmes. L'âge moyen est 47 ans (23-63 ans).

Trois n'ont pas abouti. Seul le CMP est prescripteur en 2016 de SDREU et toutes les hospitalisations se sont faites à l'hôpital Paul Guiraud. Il faut souligner que 7 (soit 54%) ont été demandées les vendredis entre 12 et 16 heures, renouant avec les habitudes antérieures de « l'urgence » du week-end...



Nombre de procédures (HO puis SDREU) depuis 2010

RECOMMANDATIONS VACCINALES

Un fichier vaccinal (logiciel SVP) était utilisé depuis 1972 et informatisé depuis 1980 mais posait des problèmes de fiabilité, de lourdeur de gestion et ne respectait pas les règles de secret médical.

En mai 2015 a été initié un envoi de conseils vaccinaux aux familles ayant des enfants, à des âges clés pour la vaccination (11 mois, 6 ans et 11 ans) par courrier. Le système permet également aux familles de faire remplir

au médecin de leur choix un certificat de satisfaction aux obligations vaccinales en vue des inscriptions à l'école ou encore à des séjours de vacances.

Entré dans sa première année pleine, le dispositif est maintenant bien accepté et les seuls problèmes relevés sont les certificats transmis par erreur au service promotion de la santé par des parents qui ne comprennent pas qu'ils doivent le conserver. Ces erreurs ne dépassent pas la fréquence d'une fois par mois induisant le retour par courrier du certificat aux parents.

En 2016 ainsi, 3672 courriers (1333 11 mois, 1300 6 ans, 1103 11 ans) ont été envoyés avec un taux de retour de 7% (9,8% chez les 11 mois, 4,8% chez les 6 ans, 6,3% chez les 11 ans). Le fort taux de retour observé chez les enfants de 11 mois est lié aux changements d'assistantes maternelles ou de gardes d'enfant dont les adresses ont été données lors de l'inscription. La diminution du nombre d'envois pour les 11 ans est liée aux déménagements qui ne sont pas compensés par les nouveaux arrivants car on ne dispose pas de moyens permettant de trouver leur trace.

POUX

Depuis des décennies la Ville se mobilise sur la question des poux en distribuant des brochures dans les cartables distribués aux élèves de primaire. Cette brochure a été refondue en 2014 pour s'adapter aux codes graphiques de l'époque et donner des conseils adaptés.

Il faut souligner que le service est également régulièrement sollicité pour des questions telles que l'émergence de gale dans les écoles. Un texte d'information a été mis en ligne sur le site du service pour répondre aux questions des vitriots.

DIVERS

La ville a adhéré en 2016 à l'association **Elus Santé Publique et Territoires**, association nationale des villes pour le développement de la santé publique.

L'association nationale « Élus, santé publique & territoires » regroupe des élus de communes et de leurs groupements désireux de contribuer à la réduction des inégalités sociales de santé par la promotion des politiques locales de prévention, promotion et éducation à la santé.

Les villes membres de l'association, situées sur tout le territoire français, villes centre ou de banlieue, de toute couleur politique, représentent plus de sept millions d'habitants. Jusqu'à présent, les villes engagées dans des actions de santé publique, de prévention et/ou de soins agissent en fonction de priorités ou sensibilités particulières. L'association souhaite leur apporter un lieu d'échange et de réflexion et les aider à définir des lignes d'action cohérentes. Elle se positionne également comme partenaire privilégié de l'Etat, central et déconcentré, pour parvenir à faire de la santé publique un objet de débat politique local et d'action de la Ville. Dans cette optique, elle promeut un travail intersectoriel, inter-institutionnel et interprofessionnel, qui consiste à introduire la « santé dans toutes les politiques »

« Élus, santé publique & territoires » est un réseau national d'élus souhaitant développer des programmes de santé sur le modèle de l'Atelier santé ville. Ce cadre d'intervention, doté d'une méthodologie rigoureuse (diagnostic partagé, choix des priorités, comité de pilotage) et de modalités de financements contractuelles avec l'Etat est maintenant prolongé et élargi par les Contrats locaux de santé, inscrit dans la loi HPST.

La Ville a adhéré en tant que personne morale à l'association **Plateforme Nationale des Ateliers santé Ville**.

Les missions de la Plateforme nationale de ressources Ateliers santé ville sont de contribuer à la réflexion sur la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé en diffusant les acquis des ASV en termes de démarche et de connaissance de la situation sanitaire et sociale des territoires, en menant un travail de capitalisation des dynamiques territoriales, des outils, méthodes et actions développés, en favorisant les échanges de pratiques et d'analyses sur les approches territoriales et thématiques des ASV. De constituer un réseau national référent pour les acteurs locaux, régionaux et nationaux dans les champs de la politique de la ville, de la santé, du social et de l'urbanisme. De faciliter l'accès à l'information et aux ressources nécessaires au fonctionnement des ASV et d'être force de propositions et de ressources pour la recherche, l'innovation et l'expérimentation dans le cadre des dynamiques territoriales de santé.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'événement institutionnel majeur prévu en 2017 est la signature du contrat local de santé qui devrait offrir des perspectives de soutien par l'ARS pour les années à venir dans le cadre du nouveau plan régional de santé attendu pour 2017. Les prémisses d'un Conseil Local de Santé Mentale devraient être lancées à cette occasion.

La montée en puissance du centre de documentation et de sa pédagogie va donner plus de visibilité au service et inciter les professionnels à participer aux événements qui seront proposés par le service promotion de la santé, à se former et à intervenir plus largement encore en éducation pour la santé auprès de leurs publics.

Une aide financière de la fondation CNP assurance permet à la ville d'équiper 8 nouveaux équipements en 2017. En étroite collaboration avec la Direction adjointe des sports et la direction adjointe de la relation citoyenne, le service promotion de la santé est chargé de superviser l'installation des défibrillateurs, d'organiser des formations à l'utilisation des défibrillateurs auprès des agents des équipements concernés et d'assurer une campagne d'information et d'actions de sensibilisation aux gestes de premiers secours destinée à la population vitriote.

Dans l'objectif de diversifier les publics concernés par les actions du SPS, plusieurs pistes de développement sont en cours de réflexion : formation du personnel du SSAD au bon usage du médicament, développement des actions à destination des personnes âgées, actions auprès des enfants en aide aux devoirs au centre de quartier Germain Defresne, etc.

Tout ce contexte plutôt favorable à la promotion de la santé à Vitry-sur-Seine ne doit pas occulter le fait que tous les acteurs supports de l'éducation pour la santé en Ile de France ont été dissous, laissant les professionnels de terrain totalement démunis si leur ville d'exercice n'est pas convaincue, comme l'est Vitry, de l'impérieuse nécessité de les motiver et de les accompagner.